

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE CHÂTEAU PUBLIE SES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE

- Mise en œuvre presque entièrement achevée du plan stratégique visant à réduire le réseau de vente au détail traditionnelle alors que les investissements dans le commerce électronique continuent d'augmenter
- Les résultats du premier trimestre ont subi l'incidence défavorable de la fermeture temporaire des magasins de vente au détail en raison de la COVID-19
- En date d'août 2020, presque tous les magasins ont rouvert leurs portes et des ententes ont été conclues avec les locateurs à l'égard de nos obligations locatives dans le contexte de la COVID-19

Montréal, le 7 août 2020 – Le Château Inc. (TSX-CROISSANCE : CTU), un fabricant et détaillant spécialisé de vêtements chef de file au Canada, a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020, dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

« En raison de l'importance grandissante du commerce électronique, nous avons effectué un virage stratégique il y a cinq ans en investissant dans notre plateforme de commerce électronique, tout en réduisant de près de 50 % notre réseau de magasins pendant la même période, lequel est passé de 243 magasins à 126 magasins bien situés et parmi les plus rentables. Nous croyons que nous avons réalisé le bon équilibre entre notre présence numérique et notre présence physique, nous plaçant ainsi en bonne position pour nous attaquer au monde d'après la COVID-19.

« Bien que notre secteur ait été frappé de plein fouet par les incidences sociales et économiques sans précédent de la pandémie de COVID-19, nous avons pris rapidement des mesures pour préserver notre situation financière et protéger la santé et la sécurité de nos clients et de nos employés, en plus d'offrir du soutien aux collectivités dans lesquelles nous sommes présents.

« Puisque la grande majorité de nos magasins sont désormais ouverts partout au Canada, nous sommes impatients de continuer de servir nos clients de manière sécuritaire, soutenus par nos activités de commerce électronique. Nous sommes également heureux d'avoir conclu des ententes avec la plupart des locateurs de nos magasins en ce qui a trait à nos obligations locatives dans le contexte de la COVID-19. Nous réitérons notre engagement à mettre en œuvre notre stratégie à long terme à titre de fier détaillant spécialisé canadien établi au Québec afin de créer une valeur à long terme pour nos actionnaires. » – Équipe de direction de Le Château.

Résultats financiers et d'exploitation

Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020 s'est établi à 17,7 millions de dollars en comparaison de 36,1 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 27 avril 2019, une diminution de 51,0 %. La diminution est attribuable principalement à la fermeture temporaire de tous les magasins de détail imposée par le gouvernement, en vigueur le 18 mars 2020, en raison de la COVID-19 (se reporter aux rubriques « Incidence de la COVID-19 » et « Situation actuelle et événements postérieurs à la date de clôture » qui suivent).

Au premier trimestre de 2020, le profit brut a reculé pour se fixer à 10,4 millions de dollars, en regard de 22,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de 11,9 millions de dollars du profit brut s'explique par la diminution de 51,0 % du chiffre d'affaires global au premier trimestre de 2020, combinée à la diminution du profit brut en pourcentage du chiffre d'affaires, lequel est passé de 61,9 % au premier trimestre de 2019 à 59,0 %.

Le BAIIA ajusté (voir les mesures non conformes aux PCGR ci-après) pour le premier trimestre de 2020 s'est établi à (5,2) millions de dollars, comparativement à 748 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 6,0 millions de dollars du BAIIA ajusté au cours du premier trimestre de 2020 est principalement imputable à la baisse de 11,9 millions de dollars du profit brut, contrebalancée en partie par la réduction de 5,9 millions de dollars des charges de vente, de distribution et d'administration. La diminution des charges de vente, de distribution et d'administration s'explique principalement par la réduction des charges d'exploitation des magasins, attribuable essentiellement à la fermeture temporaire de tous nos magasins le 18 mars 2020.

La perte nette pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020 s'est établie à 13,4 millions de dollars, ou (0,45) \$ par action, comparativement à une perte nette de 10,8 millions de dollars, ou (0,36) \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Incidence de la COVID-19

L'incidence principale de la COVID-19 sur les résultats du premier trimestre est attribuable à la fermeture de tous les magasins de vente au détail traditionnelle imposée par le gouvernement à l'échelle nationale à compter du 18 mars 2020. C'est au Manitoba que les marchés ont commencé à rouvrir progressivement, soit dès le 4 mai 2020, et à Toronto, en Ontario, qu'ils ont ouvert en dernier, soit le 24 juin 2020.

Avant la pandémie de COVID-19, en 2015, la Société a commencé la mise en œuvre de son plan stratégique visant à optimiser son réseau de magasins de vente au détail traditionnelle au Canada dans le contexte de l'importance grandissante du commerce électronique et des défis croissants que devaient relever les magasins de vente au détail traditionnelle. Au cours de cette période de cinq ans, le réseau de magasins de la Société, qui comprenait 243 magasins, a été optimisé et réduit de près de 50 %, et compte maintenant 126 magasins bien situés et parmi les plus rentables.

Au cours de la même période, la Société a continué d'investir considérablement dans la mise à niveau et la maintenance d'un système d'achats mode en ligne et de livraison convivial soutenu par un réseau allégé de magasins de vente au détail pancanadien.

En réaction aux incidences de la pandémie de COVID-19, la Société a pris des mesures pour préserver sa situation financière. Ces mesures comprenaient ce qui suit :

- La mise à pied temporaire de la majorité des employés des magasins et du siège social pendant la période de fermeture, tout en maintenant les services essentiels, comme le commerce électronique, l'entreposage et la distribution
- La mise en place d'horaires de travail réduits pour tous les membres du personnel en fonction des besoins de l'entreprise
- Le recours à la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC »)
- L'ajustement des niveaux de stocks en annulant, reportant ou réduisant les commandes
- La prolongation des modalités de paiement auprès des fournisseurs de marchandises et autres que de marchandises
- La réduction des dépenses discrétionnaires
- L'annulation ou le report de tous les investissements non essentiels dans les immobilisations pour le reste de l'année
- Le soutien à la communauté médicale grâce à la fabrication de chemises d'hôpital

Par ailleurs, en août 2020, la Société a conclu une entente avec la majeure partie des locateurs de ses magasins à l'égard de ses obligations locatives pour la période de la pandémie de COVID-19. Par conséquent, l'incidence de ces ententes sera prise en compte dans les états financiers intermédiaires pour le troisième trimestre clos le 24 octobre 2020.

Situation actuelle et événements postérieurs à la date de clôture

Comme il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (« états financiers intermédiaires ») pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020, il existe des incertitudes significatives jetant un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation et, ainsi, à réaliser ses actifs et à régler ses passifs dans le cadre normal de ses activités.

Comme il est décrit plus en détail à la note 3 des états financiers intermédiaires, la Société a une facilité de crédit renouvelable adossée à des actifs de 70,0 millions de dollars ainsi qu'un emprunt à terme subordonné de trois ans de 15,0 millions de dollars d'un autre prêteur, dont l'échéance, pour les deux, a été reportée au 31 décembre 2020 (le 9 juin 2020 précédemment), le 1^{er} avril 2020. Comme les conventions de facilité de crédit renouvelable et d'emprunt à terme subordonné n'ont pas encore été renouvelées, le montant total prélevé sur ces facilités est présenté comme un passif courant au 25 avril 2020. La Société a subi une perte de 13,4 millions de dollars au premier trimestre clos le 25 avril 2020 et, à cette date, affichait une insuffisance du fonds de roulement de 63,9 millions de dollars, en raison essentiellement du classement des facilités susmentionnées à titre de passifs courants.

En outre, l'écllosion de la maladie à coronavirus (COVID-19), déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 mars 2020, a des incidences négatives substantielles sur la Société. Les mesures adoptées par les gouvernements fédéral et provinciaux afin d'atténuer la propagation de l'épidémie ont obligé la Société à fermer tous ses établissements de vente au détail dans tout le pays le 18 mars 2020. Pendant la fermeture, les ventes de la Société provenaient uniquement de son canal de commerce en ligne. Il est impossible de prévoir la durée et les conséquences de l'écllosion, laquelle pourrait influencer les habitudes d'achat et la demande des consommateurs, y compris les achats en ligne. Au cours de la période du 4 mai 2020 au 26 juin 2020, la Société a rouvert la plupart de ses magasins, conformément aux directives gouvernementales provinciales et régionales.

La capacité de la Société à poursuivre son exploitation pour les 12 prochains mois exige qu'elle exerce une part importante de jugement et dépend, notamment, de sa capacité à obtenir le financement nécessaire, que ce soit au moyen de la modification et du renouvellement de sa facilité de crédit renouvelable et du refinancement de son emprunt à terme subordonné ou au moyen d'autres sources de financement, de la disponibilité d'un crédit adéquat aux termes de sa facilité de crédit renouvelable et de son emprunt à terme subordonné, de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des restrictions gouvernementales connexes sur ses activités et ses liquidités (y compris sa capacité de reprendre ses activités régulières), de sa capacité de négocier d'autres modifications avantageuses relativement aux loyers et autres obligations avec les principaux locataires aux termes des contrats de location si les allègements de loyer négociés auparavant s'avèrent insuffisants, de la capacité de la Société à accroître son chiffre d'affaires et à générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation positifs, ainsi que du soutien continu accordé par ses fournisseurs, ses locataires et autres créanciers.

La note sur l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation qui figure dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 25 janvier 2020, déposés le 6 juillet 2020, a entraîné une situation de défaut de la Société aux termes d'une clause restrictive de ses conventions de facilité de crédit renouvelable et d'emprunt à terme subordonné. Le cas de défaut susmentionné a entraîné un manquement aux termes des emprunts garantis de troisième rang de la Société. Par conséquent, les emprunts garantis sont présentés à titre de passifs courants. Conformément aux modalités d'une convention conclue avec les prêteurs de premier rang, les porteurs des titres d'emprunt garantis de troisième rang n'ont pas le droit d'exercer leurs recours tant que les prêteurs de premier rang n'ont pas été remboursés en totalité. En raison de ce manquement, la facilité de crédit et l'emprunt à terme subordonné sont devenus payables à vue et, le 7 août 2020, la Société a conclu avec ses prêteurs existants des ententes visant à modifier les conventions de facilité de crédit renouvelable et d'emprunt à terme subordonné pour augmenter le montant disponible en vertu de ces conventions. Par suite des ententes de modification, la Société a obtenu une dérogation de la part de ses prêteurs existants à l'égard du défaut susmentionné. En vertu des ententes de modification, la Société doit respecter certaines conditions et certains engagements, y compris l'exigence de refinancer sa facilité de crédit renouvelable et son emprunt à terme subordonné, à défaut de quoi un plan d'urgence devra être mis en place. Rien ne garantit que la Société réussira à obtenir un refinancement selon des modalités acceptables, ou pas du tout. Rien ne garantit que les fonds disponibles aux termes des facilités de crédit existantes, dans leur version modifiée, ou de toute autre source de financement, seront suffisants pour financer les activités de la Société jusqu'à l'échéance des facilités de crédit, que la Société pourra de nouveau conclure des emprunts ou trouver d'autres sources de financement d'un montant suffisant pour répondre à ses besoins ou qu'elle pourra le faire à des conditions acceptables, ou que les fournisseurs, les locataires et autres créanciers continueront de la soutenir. Par conséquent, la direction de la Société évalue les options qui pourraient s'offrir à elle si ces éventualités se matérialisaient. La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve la capacité de la Société à retrouver la rentabilité. De ce fait, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation positifs.

Les états financiers intermédiaires pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020 ont été préparés sur une base de continuité de l'exploitation suivant laquelle on présume que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs, de s'acquitter de ses dettes et de faire face à ses obligations dans le cours normal de ses activités. Les présents états financiers intermédiaires au 25 avril 2020 et pour le premier trimestre clos à cette date ne comprennent pas d'ajustements à la valeur comptable et au classement des actifs, des passifs et des charges comptabilisés, qui pourraient autrement être nécessaires si la base de continuité de l'exploitation se révélait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Profil

Chef de file, le Château est un fabricant et détaillant canadien spécialisé de vêtements, chaussures et accessoires exclusifs destinés aux femmes et aux hommes modernes soucieux de la mode. Son réseau étendu comporte 124 magasins bien situés partout au Canada ainsi qu'une plateforme de commerce en ligne au Canada et aux États-Unis. Le Château accorde une grande importance à la recherche, à la conception et au développement de produits et fabrique environ 30 % de ses vêtements dans ses propres installations de production au Canada.

Mesures non conformes aux PCGR

En plus d'offrir des renseignements sur des mesures du résultat selon les IFRS, ce communiqué de presse présente le BAIIA ajusté comme mesure supplémentaire du résultat, lequel est défini comme le résultat avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissement, et sortie du bilan et dépréciation d'actifs à long terme (« BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté est présenté dans le but d'aider les lecteurs à établir la capacité de la Société de générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation et d'acquitter ses charges financières. Il s'agit également d'un indicateur généralement utilisé aux fins d'évaluation pour des sociétés ouvertes de notre secteur.

LE CHÂTEAU

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du résultat avant impôt sur le résultat figurant dans les états du résultat intermédiaires pour les périodes de trois mois closes le 25 avril 2020 et le 27 avril 2019 :

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Pour les trois mois clos les	
	25 avril 2020	27 avril 2019
Résultat avant impôt sur le résultat	(13 358) \$	(10 837) \$
Amortissement	4 399	8 077
Sortie du bilan d'actifs à long terme	630	41
Frais financiers	3 112	3 467
BAIIA ajusté	(5 217) \$	748 \$

La Société présente d'habitude les ventes des magasins comparables, qui sont définies comme le chiffre d'affaires généré par des magasins qui sont ouverts depuis au moins un an sur une base de semaines comparables. Comme il a été mentionné précédemment, la Société a temporairement fermé la totalité de ses magasins de détail le 18 mars 2020, tout en continuant de servir ses clients en ligne. En raison des incidences significatives de la pandémie de COVID-19, les ventes de magasins comparables n'ont pas été présentées pour le premier trimestre de 2020, car la Société est d'avis qu'elles ne sont pas représentatives des tendances de ses activités et ne fourniraient pas une information utile.

Informations prospectives

Le présent communiqué de presse peut contenir des informations prospectives portant sur la Société ou sur l'environnement dans lequel elle évolue, qui sont fondées sur les attentes, les estimations et les prévisions de la Société. Ces informations ne constituent pas des garanties de rendement futur et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et indépendants de la volonté de la Société. De fait, un certain nombre de facteurs peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante de ceux qui sont exprimés aux présentes, facteurs qui sont également évoqués dans d'autres documents publics de la Société. Donc, les lecteurs sont avisés de ne pas se fier indûment aux informations prospectives. De plus, ces dernières ne font état que de la situation à la date à laquelle elles ont été formulées, et la Société nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir de telles informations à la suite de quelque événement ou circonstance que ce soit, sauf si la loi sur les valeurs mobilières applicable l'exige.

La capacité de la Société à poursuivre son exploitation pour les 12 prochains mois exige qu'elle exerce une part importante de jugement et dépend, notamment, de sa capacité à obtenir le financement nécessaire, que ce soit au moyen de la modification et du renouvellement de sa facilité de crédit renouvelable et du refinancement de son emprunt à terme subordonné ou au moyen d'autres sources de financement, de la disponibilité d'un crédit adéquat aux termes de sa facilité de crédit renouvelable et de son emprunt à terme subordonné, de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des restrictions gouvernementales connexes sur ses activités et ses liquidités (y compris sa capacité de reprendre ses activités normales), de sa capacité de négocier d'autres modifications avantageuses relativement aux loyers et autres obligations avec les principaux locataires aux termes des contrats de location si les allègements de loyer négociés auparavant s'avèrent insuffisants, de la capacité de la Société à accroître son chiffre d'affaires et à générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation positifs, ainsi que du soutien continu accordé par ses fournisseurs, ses locataires et autres créanciers. Rien ne garantit que les fonds disponibles aux termes des facilités de crédit existantes, dans leur version modifiée, ou de toute autre source de financement, seront suffisants pour financer les activités de la Société jusqu'à l'échéance des facilités de crédit, que la Société pourra de nouveau conclure des emprunts ou trouver d'autres sources de financement d'un montant suffisant pour répondre à ses besoins ou qu'elle pourra le faire à des conditions acceptables, ou que les fournisseurs, les locataires et autres créanciers continueront de la soutenir. Par conséquent, la direction de la Société évalue les options qui pourraient s'offrir à elle si ces éventualités se matérialisaient (voir la note 2 des états financiers intermédiaires de la Société).

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles comprennent notamment : la capacité de la Société à poursuivre son exploitation; les crises de santé publique et le ralentissement économique; les risques d'illiquidité; la conjoncture économique générale et les incertitudes habituelles liées aux affaires; la capacité de la Société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives commerciales et la mesure dans laquelle ces initiatives seront aussi fructueuses que prévu; la capacité de la Société d'obtenir un refinancement selon des modalités acceptables et, le cas échéant, de mettre en place un plan d'urgence; les conditions de concurrence dans le secteur dans lequel la Société exerce ses activités; la variation des dépenses de consommation; le caractère saisonnier; les changements dans les relations qu'entretient la Société avec ses fournisseurs; la gestion des stocks; les variations extrêmes des conditions météorologiques; le renouvellement des contrats de location et les obligations locatives; la sécurité des technologies de l'information et la perte des données sur les clients; les variations des cours de change; les fluctuations des taux d'intérêt et les modifications des lois, règles et règlements applicables à la Société. La liste des facteurs de risque qui précède n'est pas

LE CHÂTEAU

exhaustive, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats. Les risques et incertitudes auxquels la Société doit faire face, autres que ceux décrits à la note 2 des états financiers intermédiaires, sont essentiellement les mêmes que ceux mentionnés dans le rapport de gestion contenu dans le rapport annuel pour l'exercice clos le 25 janvier 2020.

Les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion de la Société pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020 sont disponibles en ligne sous le profil de la Société à l'adresse www.sedar.com.

Pour plus d'informations

Emilia Di Raddo, CPA, CA, présidente, 514 738-7000

Johnny Del Ciancio, CPA, CA, vice-président, Finances, 514 738-7000

Maison Brison : Pierre Boucher, 514 731-0000

Source : Le Château Inc.

- 30 -

LE CHÂTEAU

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 25 avril 2020 ¹	Au 27 avril 2019	Au 25 janvier 2020
ACTIF			
Actif courant			
Trésorerie	-	1 241	-
Créances clients	1 956	1 113	870
Impôt remboursable	240	264	426
Stocks	79 532	88 805	76 093
Charges payées d'avance	2 084	2 355	1 678
Total de l'actif courant	83 812	93 778	79 067
Dépôts	485	485	485
Immobilisations corporelles	6 431	19 897	7 883
Immobilisations incorporelles	552	1 641	621
Actifs au titre du droit d'utilisation	43 512	79 369	45 810
	134 792 \$	195 170 \$	133 866 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS			
Passif courant			
Dette bancaire	297	-	1 064
Tranche courante de la facilité de crédit	53 766	25 134	43 525
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	32 995	18 348	27 200
Produits différés	1 455	2 069	1 646
Tranche courante des obligations locatives	28 548	27 741	19 609
Tranche courante de la dette à long terme	30 618	-	30 369
Total du passif courant	147 679	73 292	123 413
Facilité de crédit	-	33 524	-
Dette à long terme	-	30 838	-
Obligations locatives	69 725	69 553	79 707
Total du passif	217 404	207 207	203 120
Capitaux propres négatifs			
Capital social	73 573	73 573	73 573
Surplus d'apport	15 354	14 193	15 354
Déficit	(171 539)	(99 803)	(158 181)
Total des capitaux propres négatifs	(82 612)	(12 037)	(69 254)
	134 792 \$	195 170 \$	133 866 \$

¹⁾ Voir la note 2, Incertitude relative à la continuité de l'exploitation, des états financiers intermédiaires pour le premier trimestre clos le 25 avril 2020.

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires.

LE CHÂTEAU

ÉTATS DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Pour les trois mois clos les	
	25 avril 2020	27 avril 2019
Chiffre d'affaires	17 659 \$	36 070 \$
Coût des ventes et charges		
Coût des ventes	7 242	13 744
Charges de vente et de distribution	18 060	24 908
Charges d'administration	2 603	4 788
	27 905	43 440
Résultat des activités d'exploitation	(10 246)	(7 370)
Frais financiers	3 112	3 467
Résultat avant impôt sur le résultat	(13 358)	(10 837)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	-	-
Résultat net et résultat global	(13 358) \$	(10 837) \$
Résultat net par action		
De base	(0,45) \$	(0,36) \$
Dilué	(0,45)	(0,36)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	29 964	29 964

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois clos les	
	25 avril 2020	27 avril 2019
CAPITAL SOCIAL	73 573 \$	73 573 \$
SURPLUS D'APPORT		
Solde au début de la période	15 354 \$	14 132 \$
Réévaluation de la juste valeur de la dette à long terme	-	61
Solde à la fin de la période	15 354 \$	14 193 \$
DÉFICIT		
Solde au début de la période	(158 181) \$	(82 543) \$
Ajustements de transition à l'application de nouvelles normes comptables	-	(6 423)
Solde ajusté au début de la période	(158 181)	(88 966)
Résultat net	(13 358)	(10 837)
Solde à la fin de la période	(171 539) \$	(99 803) \$
Total des capitaux propres négatifs	(82 612) \$	(12 037) \$

LE CHÂTEAU

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trois mois clos les
25 avril 2020 27 avril 2019

	25 avril 2020	27 avril 2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	(13 358) \$	(10 837) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation		
Amortissement	4 399	8 077
Sortie du bilan d'actifs à long terme	630	41
Frais financiers	3 112	3 467
Intérêts payés	(1 041)	(1 155)
	(6 258)	(407)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	117	(5 625)
Impôt remboursé	219	230
Flux de trésorerie des activités d'exploitation	(5 922)	(5 802)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation nette de la facilité de crédit	10 156	9 571
Paiement d'obligations locatives	(2 929)	(2 733)
Autres frais financiers	(378)	(274)
Produit de la dette à long terme	-	1 000
Flux de trésorerie des activités de financement	6 849	7 564
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(160)	(32)
Flux de trésorerie des activités d'investissement	(160)	(32)
Augmentation de la trésorerie / diminution de la dette bancaire	767	1 730
Dette bancaire au début de la période	(1 064)	(489)
Trésorerie (dette bancaire) à la fin de la période	(297) \$	1 241 \$